



**CONSÉQUENCES DE LA CRISE RUSSO-UKRAINIENNE
SUR LA COMMANDE PUBLIQUE EN 2022 :
ENQUÊTE AUPRÈS DES MAÎTRES D'OUVRAGE
PUBLICS EN BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ**

JUILLET 2023

Introduction

La circulaire du premier ministre n° 6338-SG du 30 mars 2022 sensibilise les collectivités locales et les établissements publics aux règles relatives à l'exécution des contrats de la commande publique en conséquence avec le contexte actuel de la hausse des prix de certaines matières premières.

L'augmentation sans précédent des prix de certaines matières premières, ainsi que la volatilité des coûts de l'énergie constituent une circonstance exceptionnelle de nature à affecter gravement, dans plusieurs secteurs d'activité, les conditions d'exécution des contrats, voire leur équilibre économique, et à mettre en danger la pérennité de nombreuses entreprises ainsi que l'emploi de leurs salariés et par voie de conséquence la continuité même des services publics.

Cette circulaire introduit notamment : l'application de la théorie de l'imprévision aux contrats administratifs avec versement d'une éventuelle indemnité au cocontractant de la personne publique ; le gel des pénalités contractuelles dans l'exécution des contrats de la commande publique ; l'insertion d'une clause de révision des prix dans tous les contrats à venir ; le traitement de difficultés analogues dans les contrats de droit privé.

Les données auront pour objet d'alimenter l'observation des effets de la crise actuelle sur les filières du Bâtiment en Bourgogne Franche-Comté. **Elles concernent des appels à projets, bons de commandes, marchés publics de 2022, ... dans le secteur des Travaux Publics et du Bâtiment.**

Les données seront perçues à titre confidentiel et seront exploitées de manière agrégée en respectant l'anonymisation dans la publication des résultats.

Méthodologie

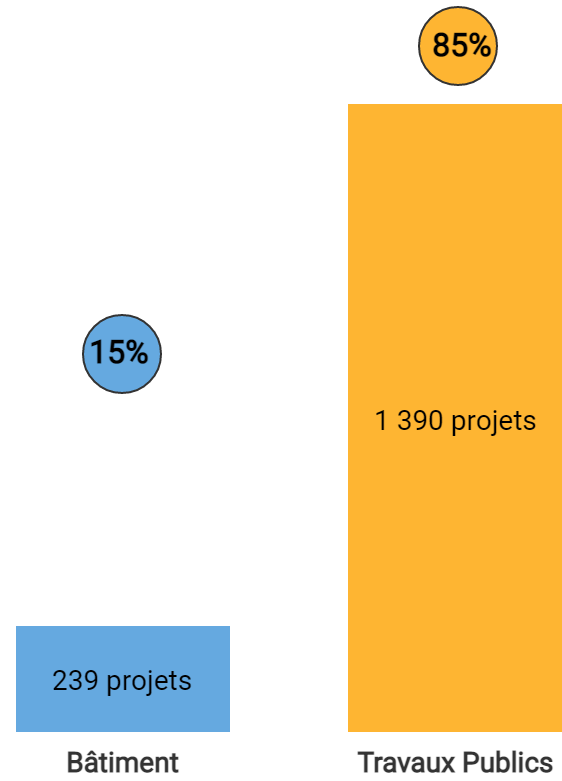
La Préfecture de région Bourgogne-Franche-Comté a commandité une enquête à la **Cellule Économique Régionale de la Construction CERC BFC** pour mener deux **enquêtes auprès des maîtres d'ouvrages publics** dont l'objectif est de connaître l'ampleur des effets de la hausse des prix des matériaux de Construction et de celle de l'énergie induites par le conflit Russo-Ukrainien sur l'exécution des contrats de la commande publique en 2022, ainsi que les mesures prises pour palier les difficultés rencontrées. La première a permis d'analyser les conséquences immédiates de cette crise sur l'exécution de la commande publique et les mesures prises pour faire face à la flambée des prix et aux pénuries des matériaux. Les résultats sont consultables sur [le site de la CERC BFC](#). La seconde permet de faire un état des lieux, un an après le déclenchement du conflit.

Ce sont plus de 3 000 maîtres d'ouvrages qui ont été contactés et **la CERC BFC les remercie pour le temps qu'ils ont bien voulu consacrer à cette enquête**. Pour la présente enquête, ont été contactés les collectivités, les communes, les bailleurs sociaux et l'Etat. **La réalisation de cette analyse repose sur les informations recueillies auprès de ces derniers et traitées anonymement.** Leurs réponses nous permettent d'abord de mieux connaître les problèmes auxquels ils ont été confrontés durant l'année 2022 suite au conflit Russo-Ukrainien, ensuite de comprendre l'impact de la crise de l'énergie et de la flambée des prix des matériaux sur leurs projets et enfin d'apprécier les solutions.

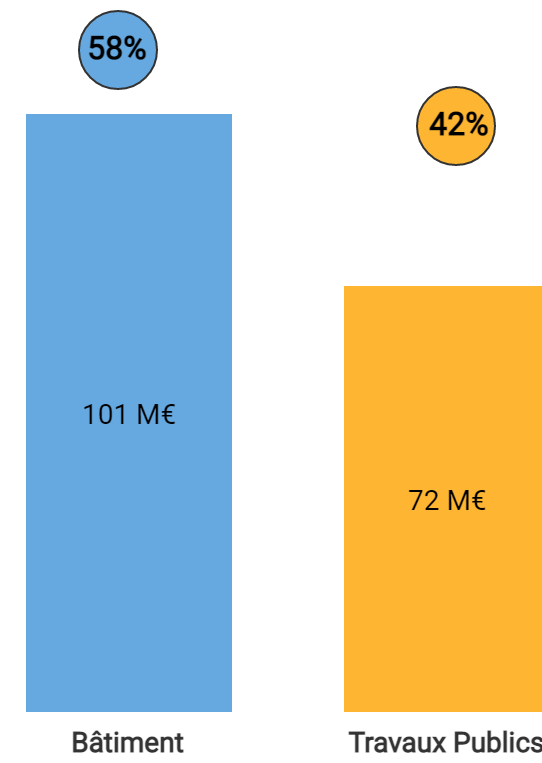
Les chiffres clés



1 629
projets de travaux recensés

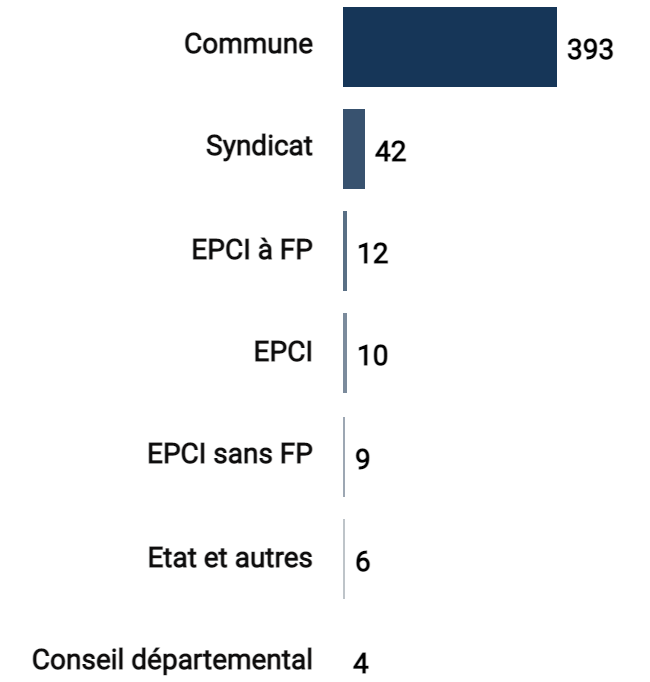


172,3 M€
de travaux

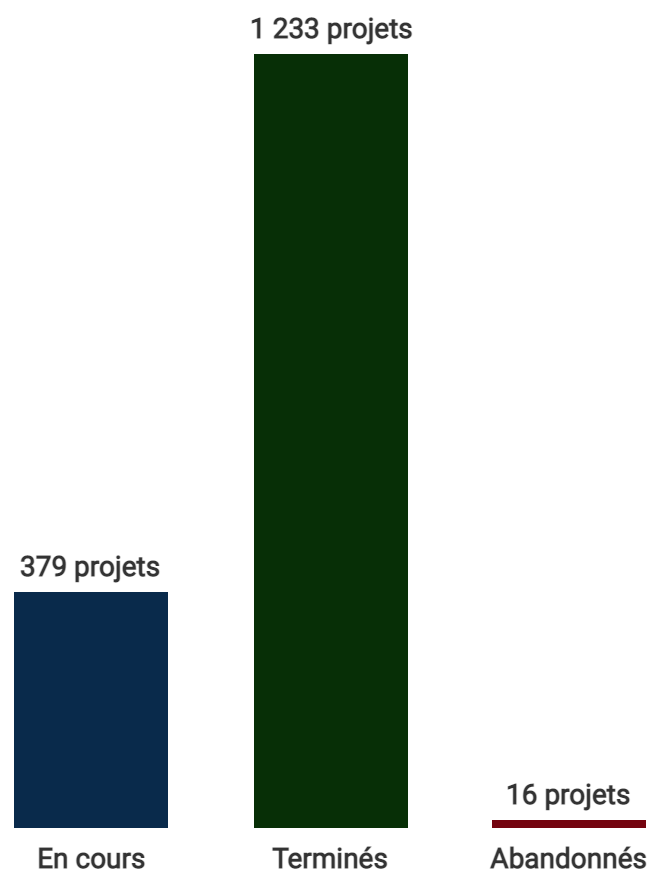


476

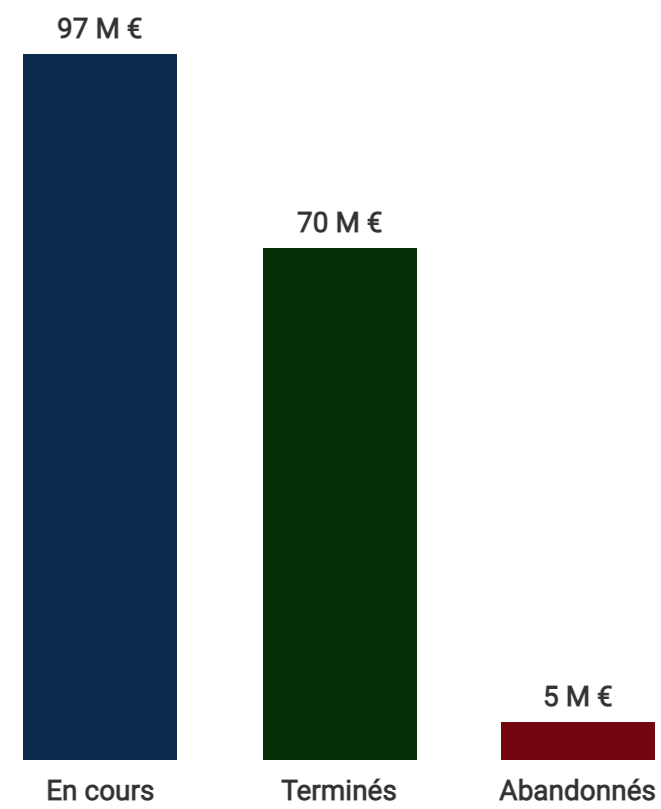
Maitres d'ouvrages répondants



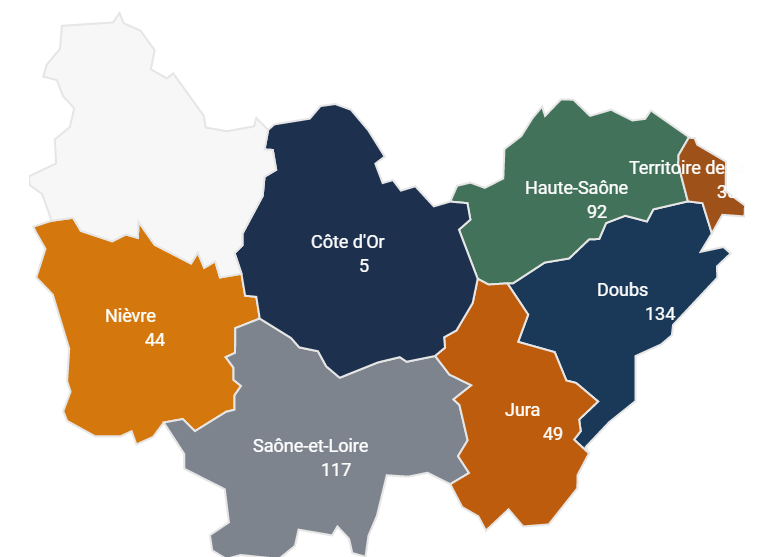
En nombre de projets par état d'avancement



En montant de travaux par état d'avancement



Répartition par département des maitres d'ouvrages répondants



Note méthodologique:

Projets de travaux et montant des travaux renseignés par les donneurs d'ordre publics enquêtés.

***Définitions des indicateurs :**

- Projets en cours : projets en cours d'exécution

- Projets terminés : projets livrés

- Projets abandonnés : projets annulés en cours d'exécution

Indication :

--- : absence de données

-

Source : Enquête CERC BFC - Unité: en nombre de projets engagés en 2022 et montant des travaux renseignés par les MOA répondants - Situation au 10 juillet 2023

Difficultés rencontrées en 2022



Soit **31,7 %**
des projets en cours et ou terminés
représentant **43,7 M€** de travaux



Soit **17,7 %**
des projets en cours et ou terminés
Représentant **8,1 M€** de travaux

Note méthodologique :

Projets de travaux renseignés par les donneurs d'ordre publics enquêtés ayant répondu aux questions suivantes :

Q1. Combien de chantiers votre structure a-t-elle gérés en 2022 ?

Q2. Combien de chantiers ont été touchés par la hausse des délais (retard, décalage des calendriers) ?

Q3. Combien de chantiers en cours et ou terminés ont été à l'arrêt ?

Q7. Combien de chantiers ont-ils été impactés par la hausse des prix de l'énergie ?

Q8. Combien de chantiers ont-ils été impactés par la hausse des prix des matériaux ?

Calcul des indicateurs :

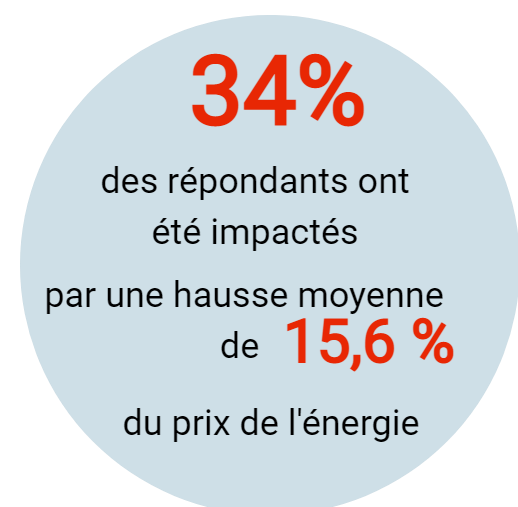
Part des projets rencontrant des difficultés : en % des chantiers totaux renseignés

Part des chantiers en arrêt : en % des chantiers totaux renseignés

Part des chantiers impactés par la hausse du prix de l'énergie (resp. des matériaux) : en % des chantiers totaux renseignés

Indication :

---- : absence de données

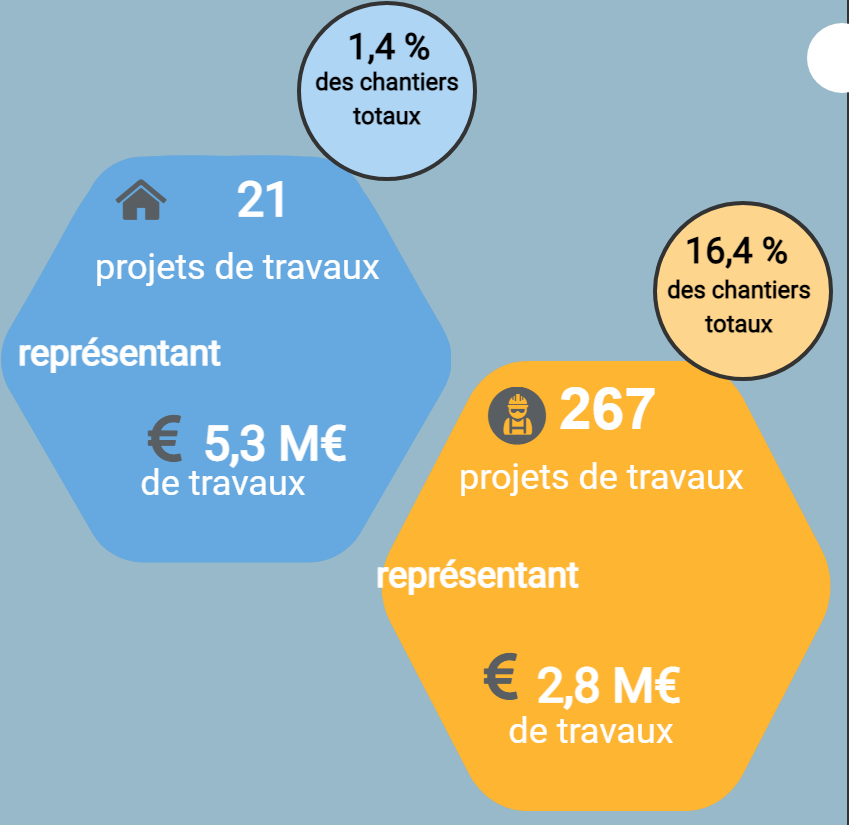
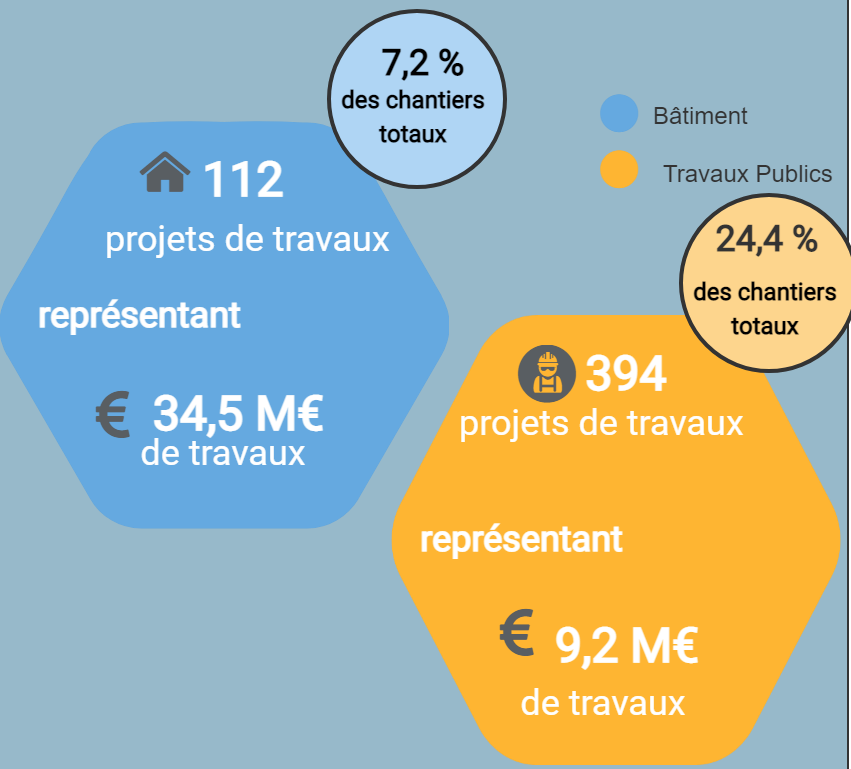


Ce sont **162** chantiers impactés par la hausse du prix de l'énergie recensés par les répondants



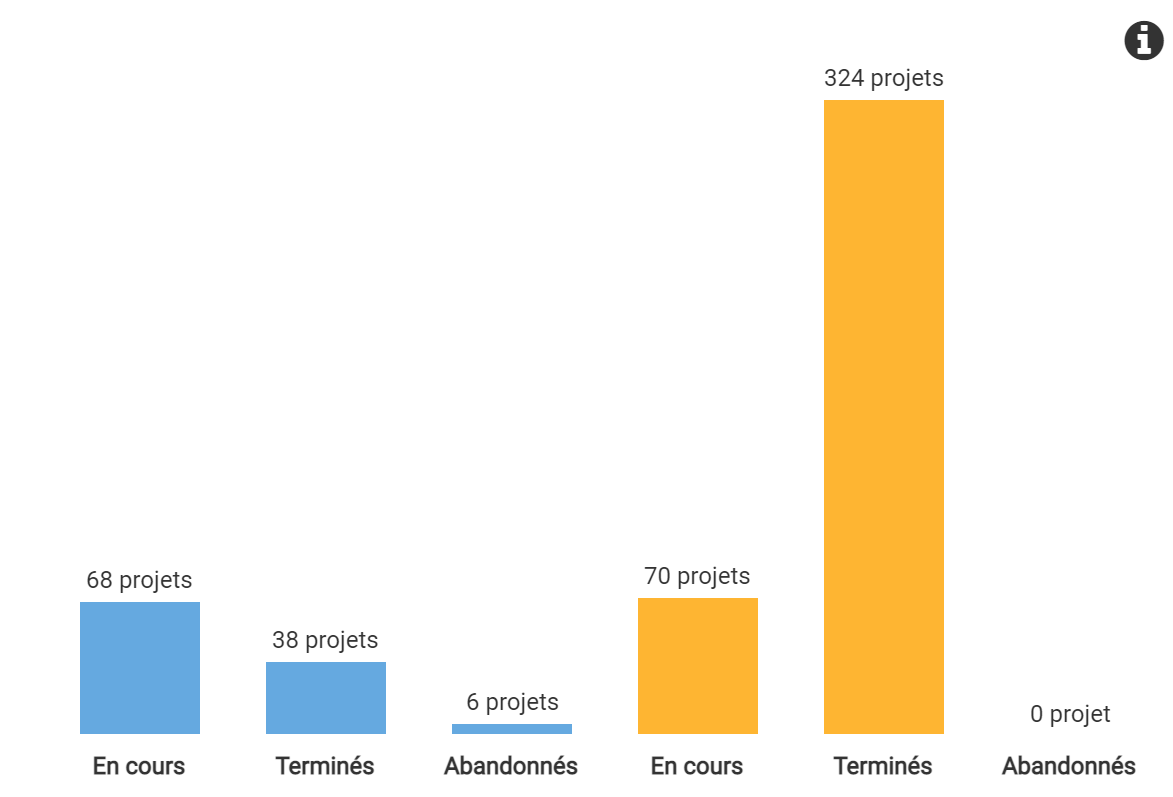
Source : Enquête CERC BFC - Unité : % des maîtres d'ouvrage répondants ayant été impactés par la hausse des prix de l'énergie - Situation au 10 juillet 2023

Difficultés rencontrées dans l'exécution des travaux



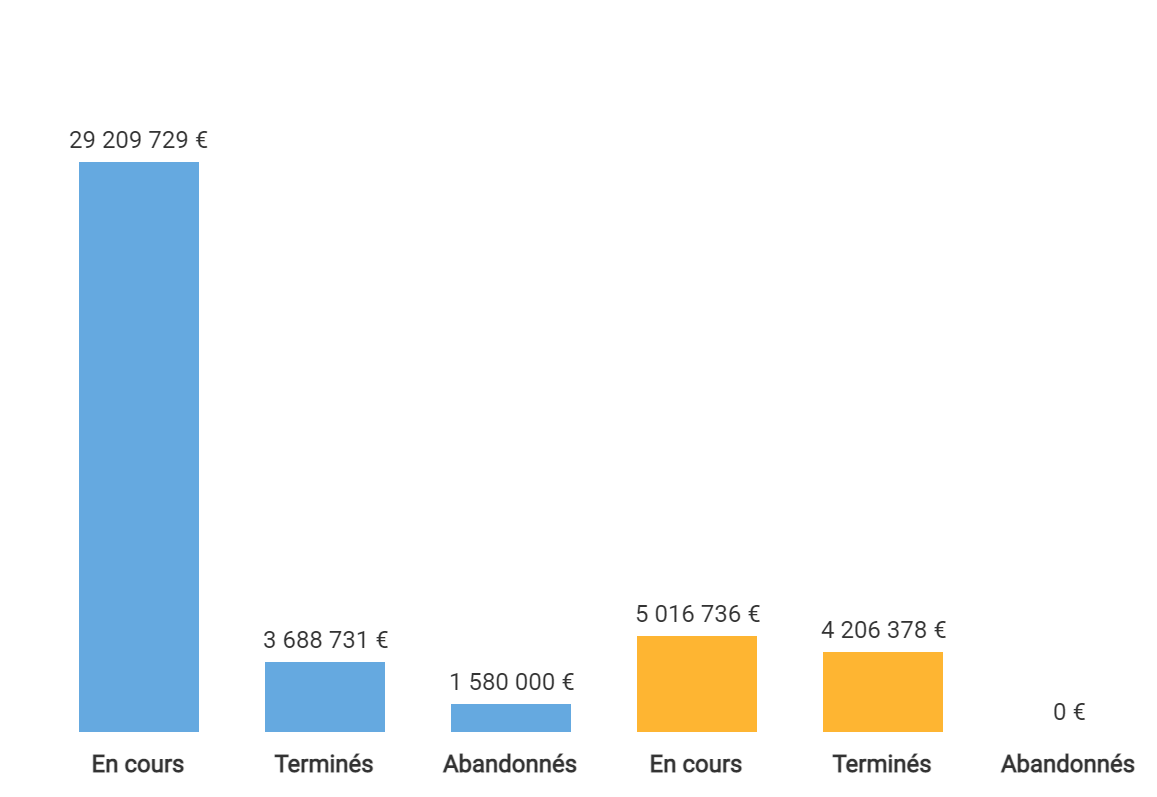
Chantiers touchés par une hausse de délais

EN NOMBRE DE PROJETS



Source : Enquête CERC BFC - Unité: En nombre de projets renseignés par les MOA répondants - Situation au 10 juillet

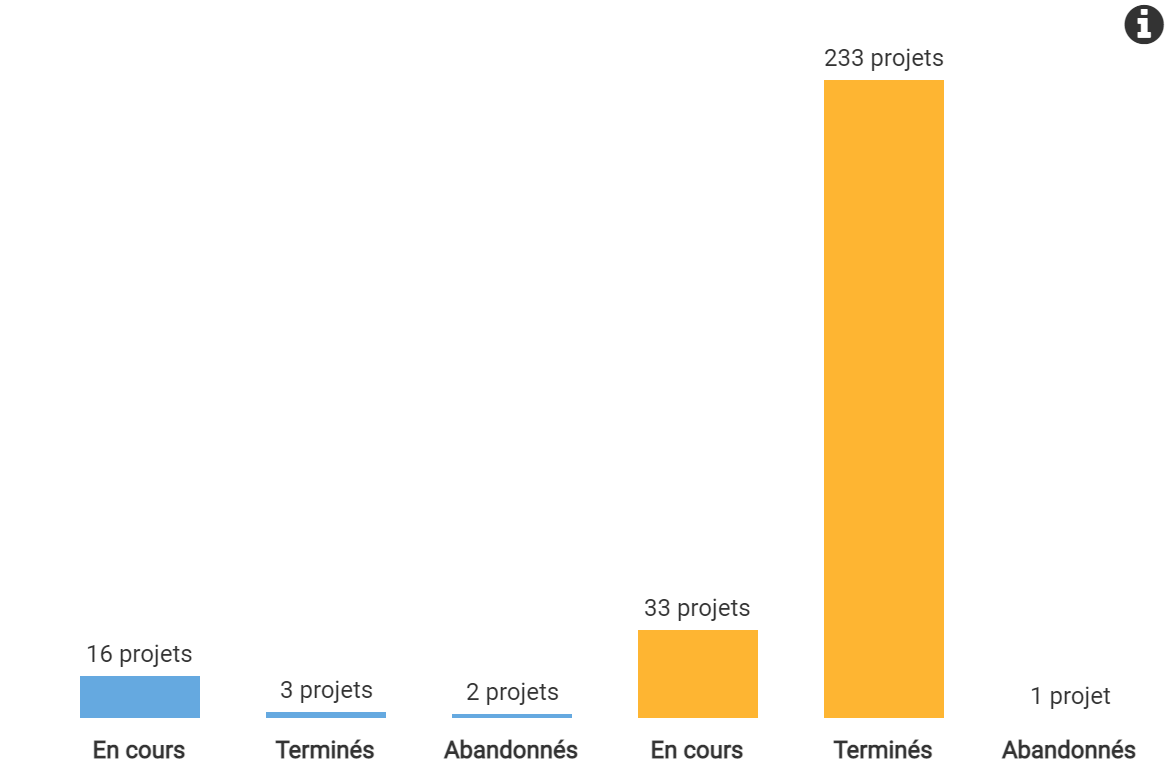
EN MONTANT DE PROJETS



Source : Enquête CERC BFC - Unité: En montant des travaux déclarés par les MOA répondants - Situation au 10 juillet 2023

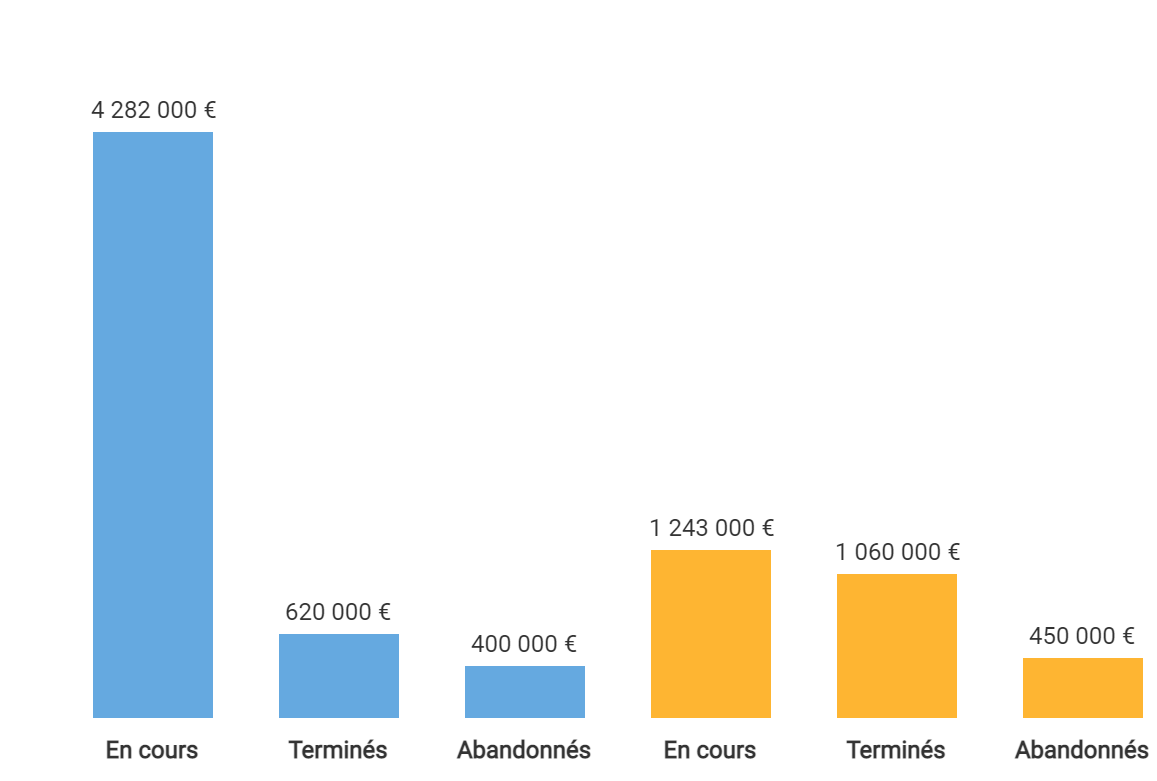
Arrêt de chantiers

EN NOMBRE DE PROJETS



Source : Enquête CERC BFC - Unité: En nombre de projets renseignés par les MOA répondants - Situation au 10 juillet 2023

EN MONTANT DE PROJETS



Source : Enquête CERC BFC - Unité: En montant des travaux déclarés par les MOA répondants - Situation au 10 juillet 2023

Raisons et ampleur du retard dans l'exécution des chantiers en cours et ou terminés

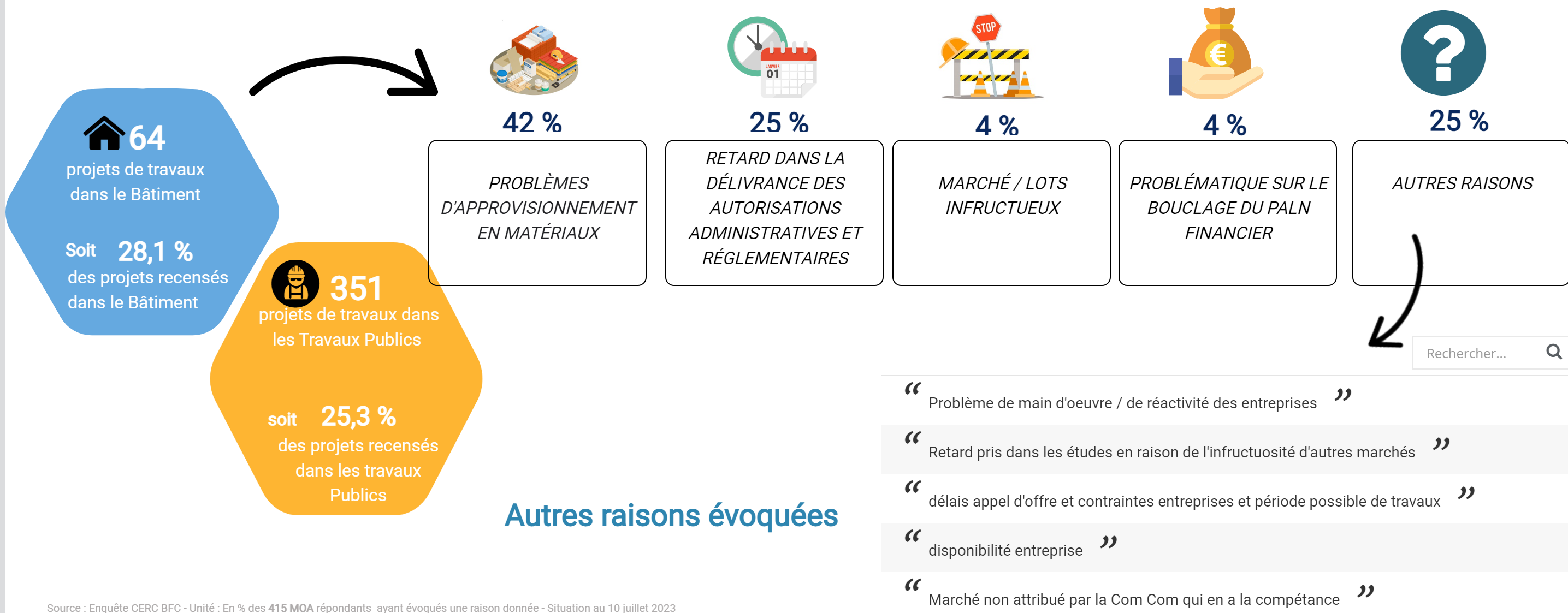
1

Raisons évoquées pour le retard des chantiers en cours et terminés

En 2022, **415** projets ont eu du retard pour les raisons suivantes :

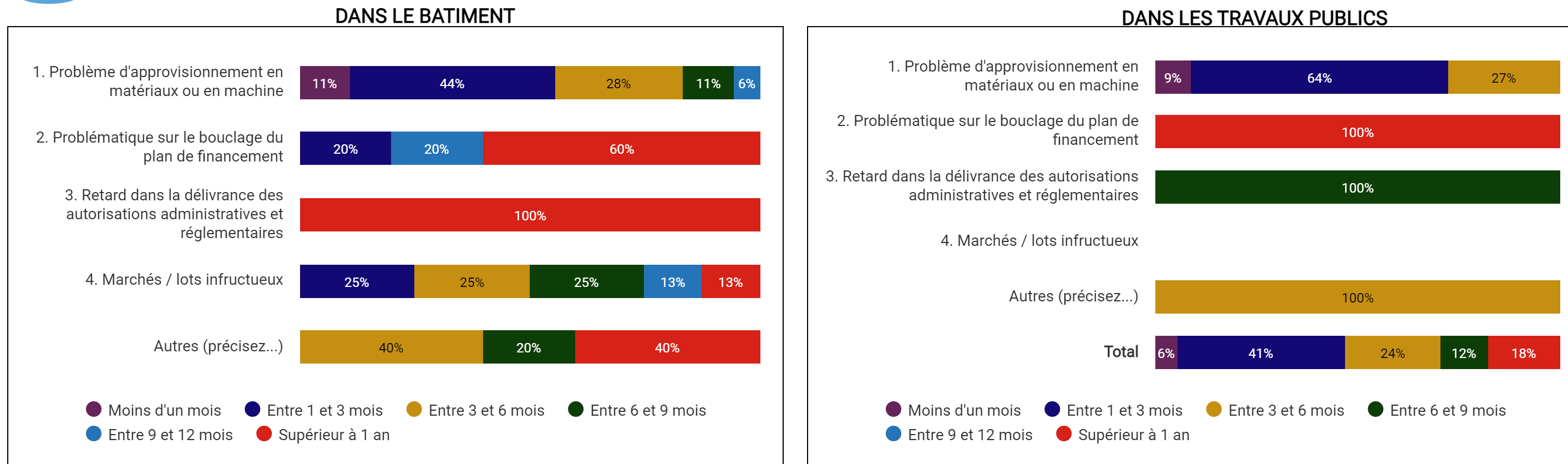
- problème d'approvisionnement en matériaux
- problème financier ou de subvention
- retard administratifs
- marchés ou lots infructueux

Soit **25,7 %** des projets en cours et terminés recensés.



2

Ampleur du retard pour les raisons suivantes



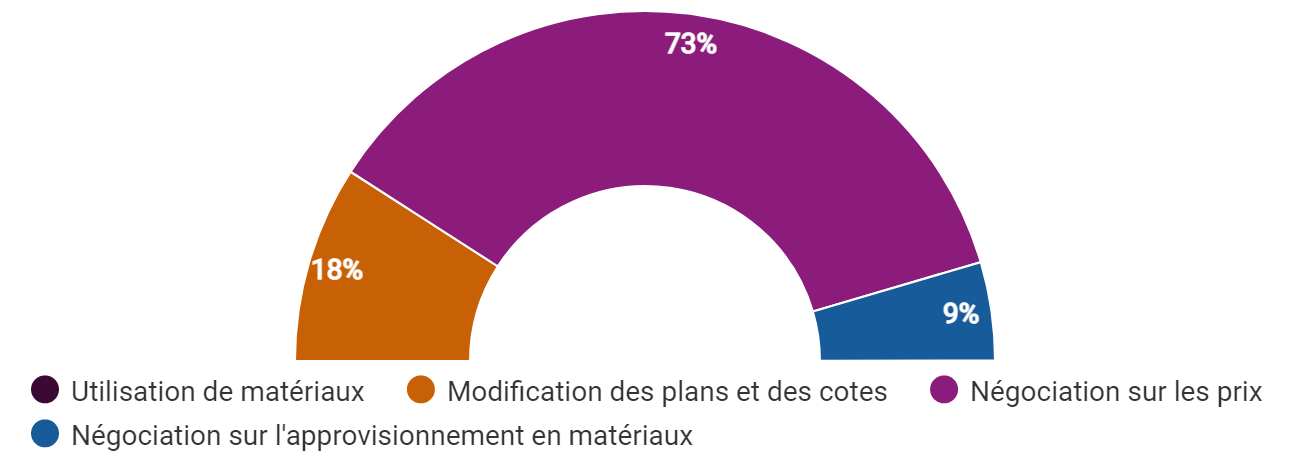
LES ADAPTATIONS ENVISAGÉES PAR LES RÉPONDANTS POUR LES PROJETS NON CONFORMES AU PROJET INITIAL

Pour **12%**

des répondants, la réalisation finale du projet n'est pas conforme au projet initial.



ADAPTATIONS ENVISAGÉES



Grille de Lecture : 18% des répondants ont été favorables à l'utilisation d'autres matériaux. Tandis que 73% ont négocié les prix.

PROPOSITIONS D'ADAPTATION POUR LES PROCHAINS PROJETS

DANS LE SECTEUR DU BATIMENT

Rechercher...

“ sans objet ”

“ Rien à signaler ”

“ Changement de fenêtres ”

“ RIEN DE PREVU ”

“ rénovation logement communal. Nous attendons le résultat de l'audit effectué par le SIED 70. Ensuite nous ferons les dossiers de demande de subvention. ”

“ paiement des matériaux sur facture dès contractualisation des marchés ”

“ Anticiper les travaux et prévoir les financements en amont quitte à repousser les travaux afin d'avoir les fonds disponibles au moment de la réalisation. ”

“ Révision des prix selon indice ”

“ Attendre la baisse du coût des matériaux ”

“ Travaux d'économie d'énergie prioritaires. ”

“ ”

1 2 3 4 5 ...

Afficher les items 1 - 20 de 166

DANS LE SECTEUR DES TRAVAUX PUBLICS

Rechercher...

“ pas d'évolution significative ”

“ Rien à signaler ”

“ Néant ”

“ RIEN DE PREVU ”

“ pas de gros travaux ”

“ rien ”

“ Anticipation des financement en amont des projets et réaliser les travaux prévus, si besoin en augmentant la part emprunt , de toute façon repousser des travaux coûtent plus cher que de les faire au moment prévu ”

“ ”

“ Néant ”

“ Vu l'augmentation actuelle, nous étalons les projets sur plusieurs années. ”

“ ”

1 2 3 4 5 ...

Afficher les items 1 - 20 de 167

● Impact de l'augmentation du prix de l'énergie en 2022



50 projets de travaux dans le Bâtiment
 et
112 projets de travaux dans les Travaux Publics

Au total, ce sont **162** projets impactés
 soit **10 %** des projets totaux
 représentant
29 M€ de travaux
 soit **17 %** du montant total des projets

SUR L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES CHANTIERS

41 Chantiers en cours
117 Chantiers terminés
4 Chantiers abandonnés

EN MONTANT DE TRAVAUX

23 M€ de travaux pour les chantiers en cours
6 M€ de travaux pour les chantiers terminés
1 M€ de travaux pour les chantiers abandonnés

23 M€ de travaux dans le Bâtiment
 et
6 M€ de travaux dans les Travaux Publics

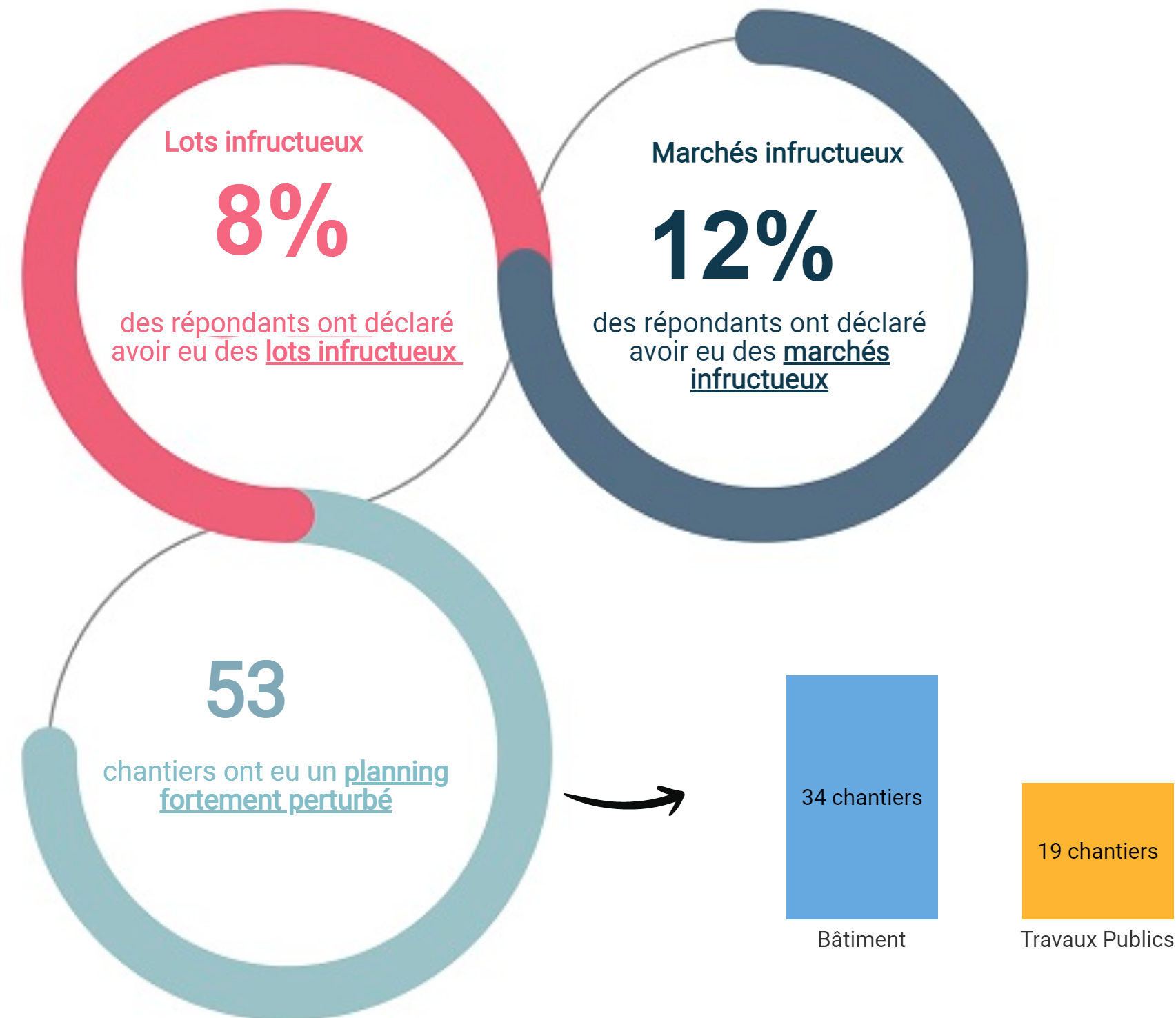
34% des répondants ont subi une hausse de **17 %** des prix de l'énergie

Source : Enquête CERC BFC - Unité : En % des MOA répondants ayant des chantiers impactés par la hausse des prix de l'énergie - Situation au 10 juillet 2023

Note méthodologique:
 Les coûts moyens de production dans le bâtiment (BT07) a progressé de 4.45% entre janvier et décembre 2022, mais avec une évolution de 6.7% les sept premiers mois de la même année.
 les index BT calculés par l'INSEE permettent de suivre l'évolution de l'ensemble des coûts dans le Bâtiment

Calcul des indicateurs :
 * En % des 1 629 projets renseignés par les répondants
 * En % des 172 M€ projets renseignés par les répondants

Impact de la hausse des prix des matériaux et de l'énergie sur les marchés publics et le planning des chantiers




Source : Enquête CERC BFC - Unité : % des MOA répondants / en nombre de projets déclarés par les répondants - Situation au 10 juillet 2023

Impact de la crise sur les marchés publics - Verbatim

SECTEUR DU BATIMENT

Marchés infructueux

Rechercher... 

“ 2 consultations infructueuses et une consultation avec ambitions à la baisse ”

“ Deux appels d'offre consécutifs. ”

“ Surcoût trop important par rapport au financement de l'opération (montant fonds propres à mobiliser trop conséquent) ”

“ - ”

“ Consultation réalisées sur plateforme numérique pour des lots d'un montant financier peu élevé (6 à 15 000 €HT) en second œuvre ”


“ Pas de réponse à la consultation, montant des offres inacceptable ”

“ ISOLATION EXTERIEURE ”

“ MENUISERIE ”

“ Un marché déclaré sans suite du fait de la hausse des prix ”

Lots infructueux

Rechercher... 

“ un lot au dessus de l'estimation , un lot sans réponse ”

“ Hors budget ”

“ 3 lots fructueux sur 8 proposés au premier appel d'offre, 5 fructueux sur huit au second appel d'offre, le reste sur devis. ”

“ Pas de réponse sur certains lots ou seulement une entreprise ”

“ Consultation réalisées sur plateforme numérique pour des lots d'un montant financier peu élevé (6 à 15 000 €HT) en second œuvre ”


“ Pas de réponse à la consultation, montant des offres inacceptable ”

“ Menuiseries extérieures ”

“ lot technique - façades briques ”

“ SOLATION EXTERIEURE ”

SECTEUR DES TRAVAUX PUBLICS

Rechercher... 


“ Un marché pour lequel le financement mis en place a dû être augmenté ”

“ un marché pour un camion 26 T infructueux car pas de réponse (plus de quota de camion disponible et pas de visibilité sur les dates de livraison) ”

“ Pas concerné ”

“ Pas de réponse d'entreprise car délai de réponse court et carnet de commande des entreprises bien remplis. ”

“ Pas de marchés infructueux dans les marchés de travaux public ”

Rechercher... 

“ pas de lot infructueux ”

“ un marché pour un camion 26 T infructueux car pas de réponse (plus de quota de camion disponible et pas de visibilité sur les dates de livraison) ”

“ Pas concerné ”

“ Pas de lots infructueux dans les marchés de travaux public ”

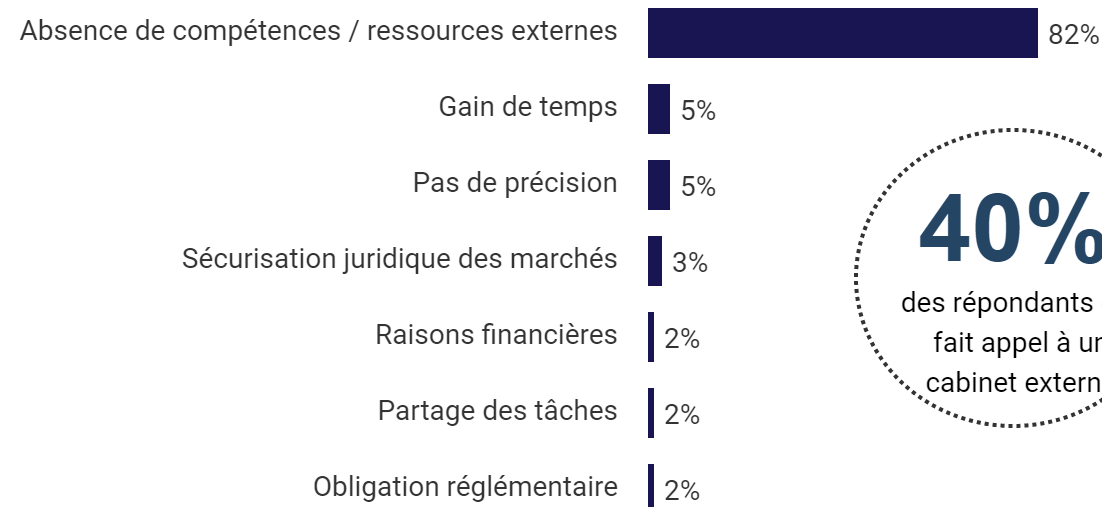
“ suppression de lots pour financer les lots plus urgents ”

“ / ”

ADAPTATIONS APPORTÉES A LA COMMANDE PUBLIQUE EN 2022

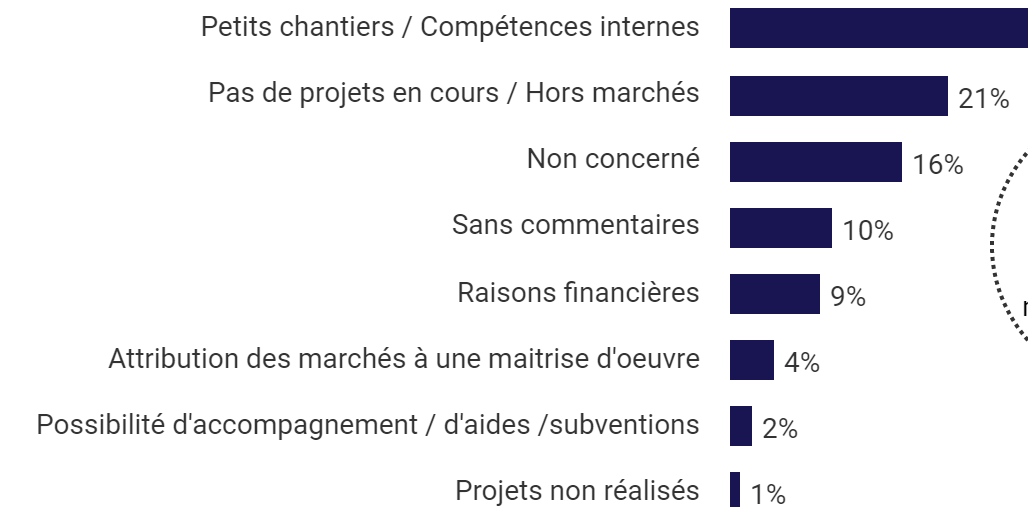
1 Recours à un cabinet externe

RAISONS DU RECOURS À UN CABINET DE CONSULTANTS EXTERNES



40%
des répondants ont fait appel à un cabinet externe.

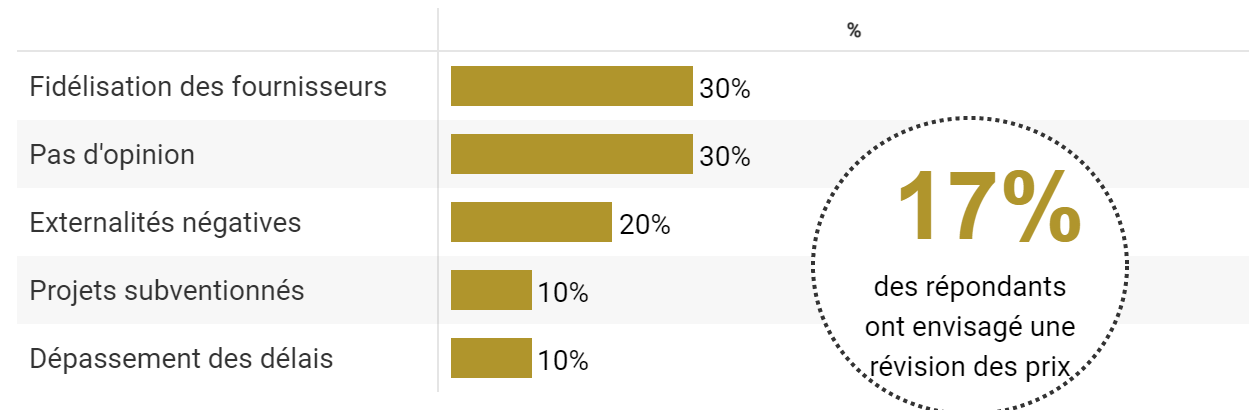
RAISONS DU NON RECOURS À UN CABINET DE CONSULTANTS EXTERNES



60%
des répondants n'ont pas fait appel à un cabinet

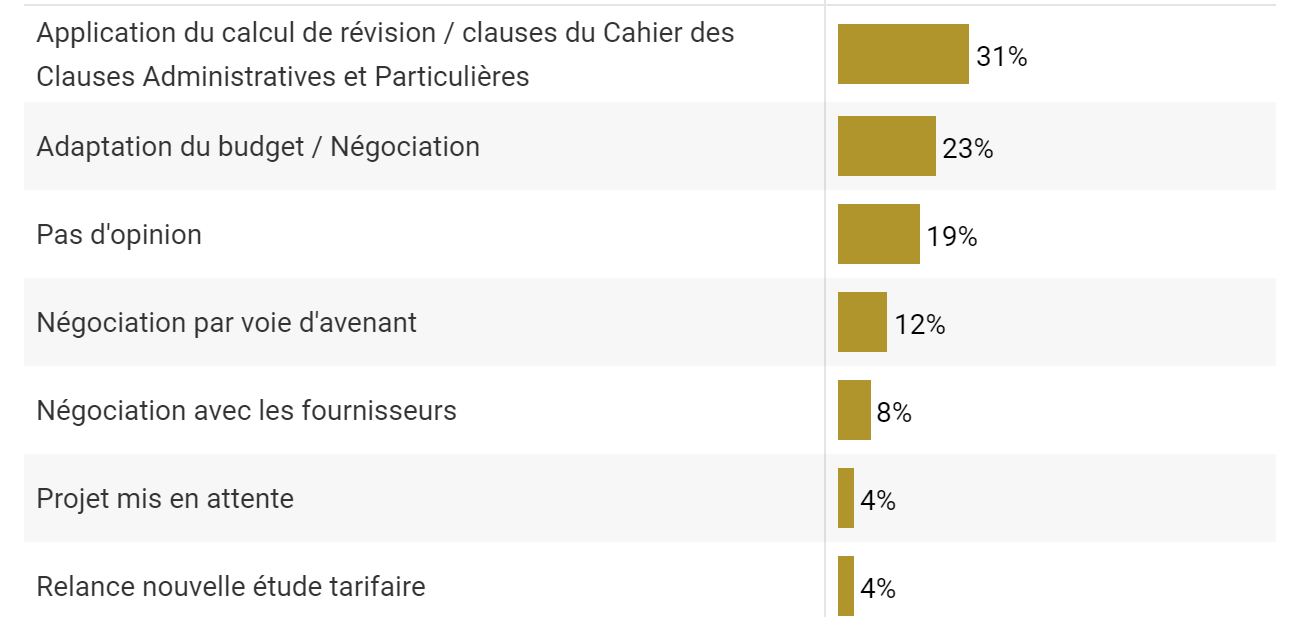
2 Révision des prix des marchés en cours

RAISONS DE LA RÉVISION DES PRIX DE MARCHES



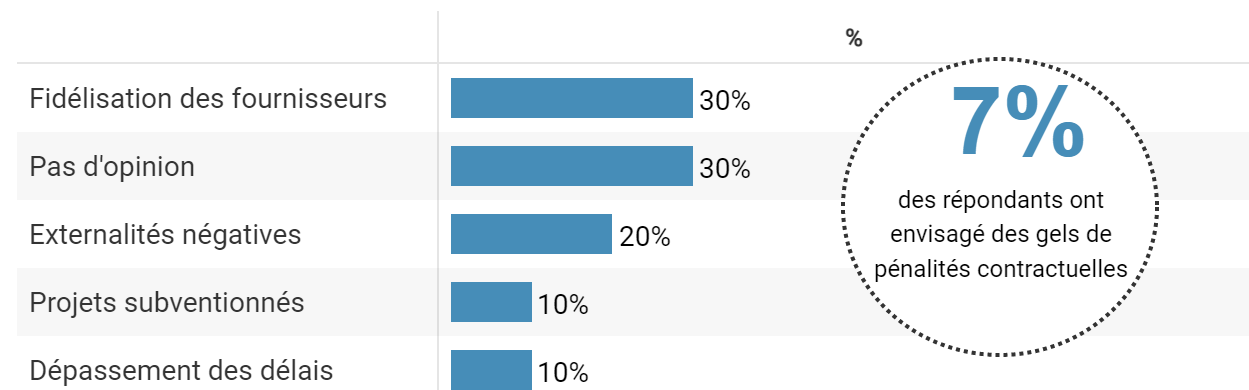
17%
des répondants ont envisagé une révision des prix.

MESURES PRISES POUR APPLIQUER LA RÉVISION DES PRIX DES MARCHES



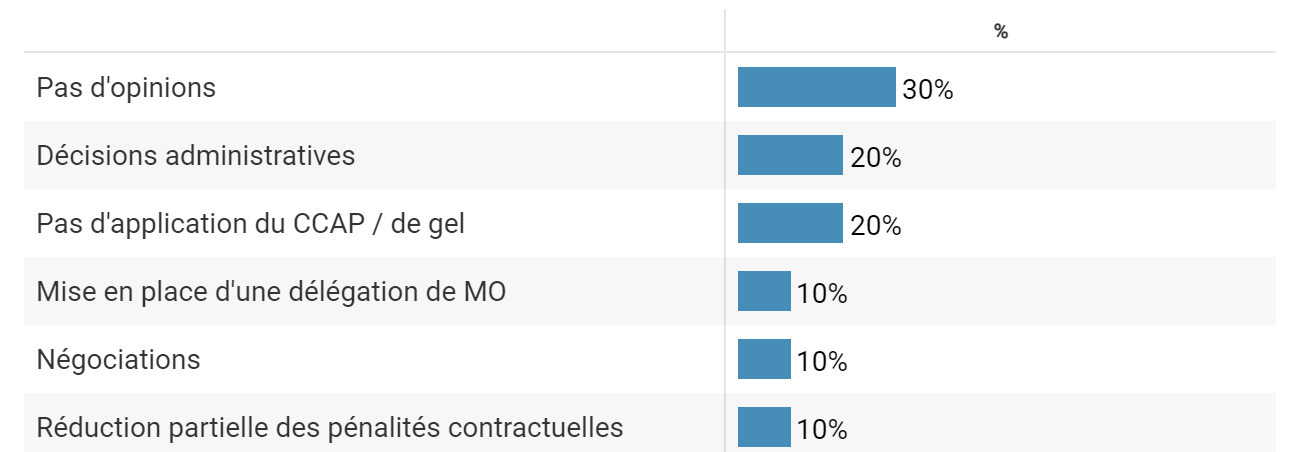
3 Gels de pénalités contractuelles

RAISONS DE L'APPLICATION DES GELS DE PENALITES CONTRACTUELLES



7%
des répondants ont envisagé des gels de pénalités contractuelles.

MESURES PRISES POUR L'APPLICATION DES GELS DE PENALITES CONTRACTUELLES



La hausse des prix de certaines matières premières, du gaz et du pétrole constatée depuis le dernier trimestre 2021 ont été accentuées par la crise en Ukraine. Ces événements constituent une circonstance exceptionnelle pour la mise en œuvre :

- de la théorie de l'imprévision aux contrats de la commande publique.
- des gels de pénalités contractuelles dans l'exécution des contrats de la commande publique
- de l'insertion d'une clause de révision des prix dans tous les contrats à venir

Note méthodologique:

Les enquêtés ont répondu aux questions suivantes :

Q12.a. Quelles sont les raisons pour lesquelles vous avez procédé à une révision des prix des marchés dans l'exécution des contrats de la commande publique en 2022 ?

Q12.b. Expliquez comment vous avez procédé à une révision des prix des marchés dans l'exécution des contrats de la commande publique en 2022 ?

Q13.a. Pourquoi avez-vous appliqué des gels de pénalités dans l'exécution des contrats de la commande publique ?

Q13.b. Comment avez-vous procédé pour appliquer les gels de pénalités dans l'exécution des contrats de la commande publique ?

Q14.a. Pourquoi avez-vous fait appel à un cabinet de consultants externes pour vous accompagner dans l'élaboration de vos marchés ?

Q14.b. Pourquoi n'avez-vous pas fait appel à un cabinet de consultants externes pour vous accompagner dans l'élaboration de vos marchés ?

Pour en savoir plus : [télécharger la circulaire no 6338-SG du 30 mars 2022 relative à l'exécution des contrats de la commande publique dans le contexte actuel de hausse des prix de certaines matières premières.](#)

Source : Enquête CERC BFC - Situation au 10 juillet 2023

Dernière mise à jour : 10 juillet 2023

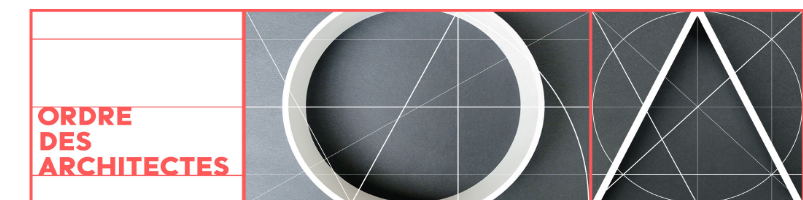
© Copyright CERC BFC - Tous droits réservés

La CERC BFC remercie l'ensemble des Maîtres d'ouvrage du territoire ayant répondu à cette enquête

Avec le soutien financier de :



Et le concours des membres de la CERC BFC :



CERC BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ
Siège social : 3, rue René Char 21000 DIJON
Centre opérationnel : Espace Coworking, 8, rue de Franche-Comté Bâtiment C - 25480 ECOLE VALENTIN
07 85 18 63 50 / 06 76 17 01 01 | contact@cerc-bfc.fr
www.cerc-bfc.fr